

Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation
BOOK REVIEWS / COMPTES RENDUS

André Turmel

Le Québec par ses enfants. Une sociologie historique (1850–1950)

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2017, 321 p.

Cet ouvrage cherche à établir des ponts entre les mutations qu'a connues l'enfance et celles qu'a vécues la société québécoise entre 1850 et 1950, les premières, selon l'auteur, permettant de mieux appréhender les secondes. Partant de l'hypothèse que la trajectoire du Québec se caractérise par une « modernité alternative hybride », une conceptualisation qui lui est suggérée par les *Subaltern Studies*, il postule que le Québec et le « collectif » de l'enfance (conçu, à la suite de Bruno Latour, comme un « composé d'entités hétérogènes—humaines et non humaines—qui fabriquent et recomposent le lien social » (27)) se sont retrouvés à cheval entre la modernité urbaine et « certaines pesanteurs de la société agraire » (15). Les enfants de la marge, c'est-à-dire ceux que l'on retrouve dans les institutions, sont ceux qui intéressent le plus l'auteur, car ils sont, à son avis, les plus révélateurs « de la vision tragique de la symbolique de cette société » (19), vision qui lui semble constituer l'une de ses caractéristiques les plus fondamentales.

La démonstration tient en six chapitres. Le premier, qui condense en quelque sorte la thèse de l'auteur, s'attarde à la trajectoire socio-économique du Québec durant le siècle examiné, mais surtout à certaines persistances des caractéristiques du monde agraire en dépit de l'industrialisation : centralité de la famille et du système de parenté (mais est-ce vraiment propre au Québec?), centralité des enfants au sein même de la famille en ce qu'ils continuent d'être mis à son service par leur travail, même à la ville, et, au final, manifestations de tensions dans le « collectif de l'enfance » où de nouveaux acteurs (médecins puis psychologues) cherchent à en transformer les cadres cognitifs. La démographie, ou plus exactement la lente diminution de la fécondité des Canadiens français en comparaison avec d'autres groupes, fait l'objet du chapitre 2; tandis que le chapitre 3 s'intéresse à l'éducation, c'est-à-dire à la très faible scolarisation des enfants franco-québécois et à leur mise au travail plus fréquente et plus hâtive que chez les Anglo-protestants et les Anglo-catholiques. Le chapitre suivant se penche sur le phénomène de la mortalité infantile (MI) et sur les moyens mis en œuvre pour la combattre, y compris la diffusion des principes d'hygiène corporelle et mentale, ainsi que la pratique des tests d'intelligence qui permettent de classer, catégoriser et ségréger les enfants en milieu scolaire. Selon l'auteur, ce « cadrage hygiénique du collectif » (305) de l'enfance est porteur de vives tensions entre une approche traditionnelle et une approche « dite scientifique » de la santé, cette

« mutation hygiénique », que l'on pourrait qualifier d'hésitante, étant emblématique de la modernité alternative hybride du Québec.

Le chapitre 5 se penche sur les enfants de la marge, c'est-à-dire ceux qui vivent dans des institutions (crèches, orphelinats, écoles de réforme et d'industrie, etc.), sur leur catégorisation (signe d'une rationalité gestionnaire propre aux sociétés capitalistes modernes) et sur leur circulation (entre institutions et entre institutions et familles). Ce que l'auteur juge capital ici, c'est tout à la fois le chevauchement des catégories, mais aussi le glissement qui s'opère au fil du temps, des orphelins aux illégitimes, puis à l'enfant abandonné et à l'enfant anormal, « catégories cognitives » qui nourrissent une image misérabiliste de ces enfants dont l'imaginaire des Québécois francophones serait saturé. En s'attardant à certaines données statistiques, tirées des archives de deux institutions de la ville de Québec, et en appelant à la barre des témoignages qui rapportent des expériences positives des orphelinats, le chapitre 6 cherche précisément à faire émerger une figure de l'enfance qui ne soit pas seulement associée à la « désespérance ».

En essence, l'ouvrage de Turmel propose donc de considérer la manière dont le Québec a traité ses enfants comme le meilleur révélateur de son passage particulier à la modernité. Les spécialistes en démographie historique et en histoire dont les travaux alimentent sa démonstration y reconnaîtront une trame des plus familières, même si elle est présentée sous un nouvel habillage. Certaines affirmations leur paraîtront néanmoins contestables, ou donnant un peu trop dans l'imprécision. Par exemple, à quoi l'auteur fait-il référence quand il dit, concernant le XIX^e siècle, qu'« à plusieurs égards, et en tenant compte de certains paramètres, les taux montréalais [de MI] étaient généralement comparables à ceux des autres grandes villes nord-américaines » (123, note 12)? Par ailleurs, n'est-il pas un peu étonnant de lire qu'à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, « l'immense problème de la MI dans les crèches et les orphelinats semble chose du passé » (222), alors que le taux de MI des enfants dits « illégitimes » est encore de 110 pour mille à Montréal pour la période 1945–1949? N'est-il pas discutable de prétendre que « la vie à l'orphelinat ne s'apparente pas à l'ordre carcéral, loin de là » (270), alors que la suite du texte décrit toute une série de règles très contraignantes pour finalement admettre que les enfants vivant en institutions « n'ont nulle marge de manœuvre » (273)? Ou encore, quel crédit accorder aux témoignages positifs d'ex-orphelins au sujet de leur expérience colligés par Arthur Saint-Pierre pour défendre ces institutions (93)? En fait, dans ces propos qui cherchent à réagencer « la configuration symbolique du collectif de l'enfance » en faisant surgir une « figure moins dépréciative des enfants de la marge » (307), d'aucuns reconnaîtront une certaine parenté avec la volonté du sociologue Jacques Beauchemin de réconcilier les Québécois avec leur « passé honteux ». Pour Turmel, en effet, la représentation de ces enfants comme des victimes, figures expiatoires de la honte et du malheur, renvoie à l'image que le Québec (francophone) entretient de lui-même, alors que leur figuration sous un jour plus diversifié lui permettrait de s'acquitter de la dette symbolique qu'il entretient à leur endroit et donc à « l'endroit de son propre devenir » (308). Vaste programme qui devra, à mon avis, être mené avec moins de libertés avec l'histoire pour véritablement convaincre. Soulignons enfin, car

cela est inexcusable, que plus d'une trentaine (au moins) des travaux des historiens et des sociologues qui ont servi à alimenter la réflexion de l'auteur ne sont pas référencés dans la bibliographie, même si leur nom et la date de parution de leurs ouvrages et articles sont mentionnés dans le texte et les notes de bas de page, une erreur qui a été corrigée dans la version électronique la plus récente du livre.

Denyse Baillargeon
Université de Montréal

Marc-André Éthier, David Lefrançois et François Audigier (dirs)

Pensée critique, enseignement de l'histoire et de la citoyenneté

Louvain-La-Neuve : De Boeck Supérieur, 2018, 176 p.

Avec l'avènement de l'ère de la « post-vérité », marqué par la montée du populisme et la prolifération des « faits alternatifs » dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux, Michel Fabre, l'auteur de la préface, fait de l'initiation à la pensée critique des historiens un enjeu primordial à l'éducation des citoyens d'aujourd'hui. Au fil des huit chapitres composant cet ouvrage collectif, différentes perspectives quant aux liens possibles à faire entre la pensée critique, l'éducation à la citoyenneté et l'enseignement de l'histoire à l'école se rencontrent. En guise d'introduction, Marc-André Éthier, David Lefrançois et François Audigier expliquent les balises théoriques entourant l'enseignement de la pensée critique en histoire, tout en présentant les trois parties composant le livre.

La première partie du livre offre des pistes de réflexion sur les liens entre la pensée critique pratiquée par les historiens, associée à la pensée historique, et la pensée critique telle qu'enseignée et apprise dans la pratique de l'histoire scolaire. Le premier chapitre, rédigé par François Audigier, se veut un portrait théorique et historique de la « critique » dans l'histoire académique et scolaire. L'auteur décrit l'évolution de la place de la « critique » dans l'histoire académique et l'histoire scolaire. Audigier poursuit en présentant l'historique des débats entourant les contenus des programmes d'histoire scolaire et les pratiques d'enseignement qui y sont reliées où s'opposent une vision « critique » de l'histoire à une vision plus identitaire. L'auteur conclut en abordant les avantages et les dérives de l'utilisation de « documents » comme support à la « critique » en histoire. Dans le deuxième chapitre, Benoît Falaize étudie la conscience historique des élèves de l'école élémentaire à partir de 1 877 récits d'élèves sur l'histoire de la France. En se basant sur la cohérence narrative de ces récits, l'auteur fait ressortir la capacité des élèves à penser le passé en interaction avec leur présent et leur conscience historique s'inspirant à la fois de savoirs scolaires et familiaux. Toutefois, il se questionne sur les limites du développement d'une pensée historique chez les élèves de l'école élémentaire, particulièrement pour défendre la pertinence du choix d'un événement et l'adoption d'une perspective historique. Le troisième chapitre de Mathieu Gagnon, Stéphanie Marie et Étienne Bouchard est tiré